

Union européenne : la revanche des fédéralistes belges

Herman Van Rompuy, chef du gouvernement belge, espère devenir le premier président du Conseil européen grâce au soutien de Paris et de Berlin

Berlin, Bruxelles
Envoys spéciaux

Quand on cite le nom du premier ministre néerlandais, Jan Peter Balkenende, Nicolas Sarkozy fait la grimace. Mais lorsqu'on évoque Herman Van Rompuy, son visage s'éclaircit. « C'est quelqu'un de très bien », confie-t-il, lundi 9 novembre à Berlin. En une phrase, tout est dit : le premier ministre belge, 62 ans, est le candidat de Paris et de Berlin pour devenir le premier président « stable » du Conseil européen, le 1^{er} décembre, lorsqu'entrera en vigueur le traité de Lisbonne.

Il faut faire vite pour éviter le torpillage de la candidature de ce chrétien-démocrate, premier ministre depuis moins d'un an et inconnu du public. Inquiète d'un possible diktat franco-allemand, la Pologne

a demandé, lundi, par écrit, un processus de sélection « aussi transparent et démocratique que possible ».

Pour Varsovie, l'élection du premier président du Conseil doit avoir lieu à l'issue d'une discussion des vingt-sept chefs d'Etat et de gouvernement, pendant laquelle « les candidats présenteraient leur vision ». Une approche qui rappelle celle du troisième prétendant originaire du Benelux, le premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, qui se présente comme le « porte-voix des « petits » et des « moyens » contre le directoire des grands Etats.

M. Sarkozy peste, quant à lui, contre la lenteur de la présidence suédoise de l'Union qui n'a toujours pas convoqué de réunion extraordinaire pour nommer le président du Conseil et le futur chef de la diplomatie européenne.

Selon lui, ce sommet n'aura pas lieu avant dimanche, sans doute plus tard.

Les Suédois affirment qu'aucun accord n'est encore scellé et ont été « surpris » que la nomination de M. Van Rompuy soit présentée comme bouclée au début de la

Herman Van Rompuy « est quelqu'un de très bien »

Nicolas Sarkozy

semaine dernière. Avant de convoquer un sommet, leur premier ministre, Fredrik Reinfeldt, entend poursuivre à son rythme les consultations promises. Il ne s'était pas entretenu en tête à tête avec le chef du gouvernement belge avant lundi soir, en marge des festivités pour les vingt ans de la chute du Mur.

M. Van Rompuy commence pourtant à y croire. Les Belges sont ravis que la candidature Tony Blair, longtemps poussée par M. Sarkozy, ait été torpillée. Ils ont ainsi vengé deux anciens premiers ministres belges, Jean-Luc Dehaene et Guy Verhofstadt, candidats malheureux à la présidence de la Commission européenne en 1995 et 2004. Tous deux victimes d'un veto britannique, en raison de leurs convictions fédéralistes, de leur tempérament extraverti et du soutien que leur avait apporté le couple franco-allemand.

Appuyé par Helmut Kohl et François Mitterrand, le chrétien-démocrate M. Dehaene avait été victime de John Major. Après les années d'intégration à marche forcée sous Jacques Delors, les conservateurs britanniques, qui n'avaient pas pu empêcher le lancement de l'euro,

voulaient une pause. Ils forçaient alors leurs partenaires à se rabattre sur le terme premier ministre luxembourgeois Jacques Santer, pour succéder à M. Delors.

Nouvelle déconvenue en 2004. Le libéral Guy Verhofstadt était alors le champion de Jacques Chirac et de Gerhard Schröder. L'Union élargie aux ex-pays communistes s'était déchirée sur la guerre en Irak. Or M. Verhofstadt était non seulement un fédéraliste – fin 2000, il avait bloqué le traité de Nice, qu'il jugeait trop peu ambitieux –, mais il prônait aussi une Europe de la défense autonome de l'OTAN.

Inacceptable pour Tony Blair et pour les conservateurs du Parti populaire européen (PPE) : ces derniers avaient remporté les élections européennes et voulaient le poste de président de la Commis-

sion pour l'un des leurs. Ce nouveau veto ouvrait la voie au Portugais José Manuel Barroso, hôte du sommet des Açores avec George Bush, Tony Blair et l'Espagnol José-Maria Aznar, juste avant la guerre en Irak.

En 2009, la troisième tentative belge pourrait-elle être la bonne ? Il faudrait d'abord que Herman Van Rompuy – pour se faire accepter par les Britanniques – fasse tandem avec l'un d'eux, au poste de haut représentant. Marqués par les guerres franco-allemandes et conscients que l'Europe atténuée les séquelles de leurs divisions internes, les Belges sont, en effet, fédéralistes par tradition.

Occupé à éviter l'implosion de son pays, M. Van Rompuy ne s'est pas vraiment fait remarquer sur la scène européenne. « Il est très peu exprimé sur l'Europe, contrairement à M. Dehaene et Verhofstadt », note Jean-Michel De Waele, directeur du Cevipol, centre d'études politiques de l'Université libre de Bruxelles. « M^{me} Merkel a commencé à s'intéresser à lui quand il a évité l'escalade dans l'affaire Opel, alors que des milliers d'emplois belges étaient menacés par des décisions allemandes », indique un haut diplomate européen, partisan de longue date du conservateur flamand.

Paris et Berlin relèvent que la Commission a été attribuée à un petit pays du Sud, le Portugal, et la présidence du Parlement à un Etat de l'Est, la Pologne. Si le Britannique David Miliband dirigeait la diplomatie, il serait normal, pour M. Sarkozy et M^{me} Merkel, que la présidence de l'UE échoie à un des six pays fondateurs. ■

Arnaud Leparmentier,
Philippe Ricard et
Jean-Pierre Strootbaerts

Dans le traité de Lisbonne

Le président du Conseil européen assure la préparation et la continuité des travaux du Conseil. Il « œuvre pour faciliter la cohésion et le consensus » en son sein. Le président du Conseil assure, à son niveau et en sa qualité, la représentation extérieure de l'Union pour les matières relevant de la politique étrangère et de sécurité commune, sans préjudice des attributions du haut représentant.

Le haut représentant pour les affaires étrangères conduit la politique étrangère et de sécurité commune. Il contribue par ses propositions à l'élaboration de cette politique et l'exécute en tant que mandataire du Conseil. Il « préside » le conseil des affaires étrangères et est l'un des vice-présidents de la Commission.

Les hésitations de David Miliband attisent les convoitises

Berlin, Bruxelles
Envoys spéciaux

Il n'ira pas ? Pressenti pour devenir haut représentant pour les affaires étrangères, David Miliband cultive le suspense au sujet de ses intentions européennes. Officiellement, le chef de la diplomatie britannique, 44 ans, n'a jamais aspiré à la fonction. Et le Royaume-Uni continue de soutenir la candidature moribonde de Tony Blair pour la présidence du Conseil européen.

Le travailiste Miliband fait pourtant office de favori : sa désignation permettrait de contenter la famille socialiste européenne, qui revendique le second poste instauré par le traité de Lisbonne

mais sans disposer d'un gros stock de candidats. De nombreux pays, dont la France, voient un avantage à placer un Britannique à la tête de la diplomatie des Vingt-Sept. « Cela permettrait d'associer les Anglais au projet européen », dit un membre de la Commission.

Ironie de l'histoire, les Britanniques ont longtemps bataillé pour réduire les prérogatives et la visibilité, du poste, au point que certains doutent de son importance future. « Certaines capitales ont des arrière-pensées : pour elles, placer un Britannique à cet endroit reviendrait à l'écarter d'autres portefeuilles plus stratégiques », note un diplomate.

L'hypothèse d'un refus de M. Miliband n'est pas prise à la légè-

re, surtout chez ceux qui rêvent de le voir faire tandem avec le Belge Herman Van Rompuy. Dans ce cas, le poste pourrait intéresser d'autres Britanniques. Le ministre de l'Industrie de Gordon Brown, Peter Mandelson, a fait discrètement tester l'élusé afin de promouvoir sa candidature. D'après un proche de l'ancien commissaire européen au commerce, le premier ministre britannique « risquait une crise cardiaque » s'il devait se séparer de ce précieux soutien à quelques mois des élections législatives.

D'autres évoquent aussi le nom de l'actuelle commissaire au commerce, Catherine Ashton, mais son manque d'expérience en matière internationale joue contre elle.

Si M. Miliband choisissait de rester au Royaume-Uni, l'ex-premier ministre italien Massimo D'Alema pourrait aussi devenir un candidat sérieux. Mais son passé d'ancien responsable du Parti communiste italien pourrait jouer contre lui auprès des dirigeants d'Europe centrale, vingt ans après la chute du mur de Berlin.

Les socialistes européens songent enfin à l'ancienne ministre française de la Justice, Elisabeth Guigou. Mais il est peu probable à ce stade que Nicolas Sarkozy renonce à obtenir, au sein de la commission, le grand portefeuille économique qu'il réclame de longue date pour Michel Barnier. ■

Ar. Le., Ph. Rl. et J.-P. S.